L’Assemblée nationale refuse de comptabiliser les votes blancs dans les résultats de la présidentielle

30/07/2017 à 10h14

La prise en compte du vote blanc dans le décompte des résultats d’élection présidentielle a été rejetée par l’Assemblée nationale dans la nuit de vendredi à samedi. L’amendement prévoyait la mise en place d’un nouveau tour de vote si les votes blancs atteignaient la majorité relative ou absolue.

Le vote blanc consiste à déposer dans l’urne une enveloppe vide ou un bulletin sans nom de candidat. Depuis une loi de 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections, les bulletins blancs sont décomptés séparément des votes nuls. Mais ils ne sont toujours pas pris en compte dans le nombre des suffrages exprimés.

Portée par des députés Constructifs avec le soutien des MoDem, socialistes et Insoumis, la mesure rejetée visait à ce que les bulletins blancs entrent en compte pour la détermination des suffrages exprimés et qu’il en soit fait mention dans les résultats.

L’amendement, défendu entre autres par les centristes Philippe Vigier et Yves Jégo, prévoyait que si les votes blancs atteignaient la majorité relative ou absolue, cela aurait donné lieu à un nouveau tour de vote le deuxième dimanche suivant la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel.

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a objecté

notamment que la comptabilisation des votes blancs à part des nuls était d'application récente et qu'il était préférable d'attendre pour envisager une telle modification.

Le président du Modem, Marc Fesneau, parti allié du groupe majoritaire LREM, a lui soutenu un amendement allant à ses yeux "*dans le bon sens*". L'Insoumis Eric Coquerel, également favorable et pensant qu'il faudrait l'étendre aux élections législatives, a cependant jugé que cela ne règlerait pas la question de la défiance des Français. Vu l'ampleur de la crise politique, "*nous sommes comme sur un volcan et devons en faire un écho pour donner une issue positive*", a estimé Jean-Luc Mélenchon.

"*Si on avait eu le vote blanc depuis un moments sans doute n'aurions-nous pas eu un certain nombre de votes extrêmes*", a jugé l'ex-ministre centriste Maurice Leroy. […]